

# Construisons une opposition à ce gouvernement antisocial et autoritaire

La grève du 4 février est la première grande échéance de contestation de la politique du gouvernement. Elle doit être le point de départ de la construction d'une opposition globale à sa politique.

## Une politique contre les classes populaires

Depuis plusieurs semaines, des mobilisations ont eu lieu dans divers secteurs pour contester sa politique : contre les licenciements et les suppressions de postes le 23 février, pour des moyens dans la santé, de meilleures conditions d'études dans la jeunesse, un service public de l'Énergie, contre la loi sécurité globale... Mais il manque encore une convergence de tous les secteurs, de toutes les colères, pour faire face à ce gouvernement.

En effet, sa politique n'est pas seulement inefficace contre le virus et contre leur crise économique, elle s'oppose aussi directement aux intérêts des classes populaires. Incapable d'anticiper chaque étape de la pandémie (masques, dépistage, vaccins...), ce pouvoir refuse de donner des moyens pour rendre supportable les conditions de travail des personnels de la santé surmenés, et refuse toujours de recruter dans les hôpitaux. Il a distribué 100 milliards d'euros au patronat mais les suppressions d'emplois se comptent par centaines de milliers. Ainsi, le Bureau international du Travail a annoncé que 255 millions d'emplois ont disparu dans le monde ces derniers mois.

## Un plan d'urgence contre la crise globale

Face à l'épidémie, mais aussi contre la dégradation rapide des conditions de vie et de travail, et le chômage, il faut imposer un plan d'urgence :

- La réquisition des entreprises qui jouent un rôle face au virus (société pharmaceutiques, producteurs de tests, vaccins et masques) et une politique de vaccination transparente et massive qui mette fin aux brevets dans l'industrie pharmaceutique ;
- L'interdiction des suppressions de postes, le partage du temps de travail entre toutes et tous pour éradiquer le chômage et ralentir la diffusion du virus ;
- Le refus des mesures liberticides, et la mobilisation de la population pour organiser la prévention et la solidarité ;
- Des conditions d'études accessibles à toutes et tous, sans risques sanitaires pour la jeunesse, en demi-groupes et dans des espaces suffisants, ce qui passe par des embauches massives dans l'éducation.

## Regroupons les forces !

Pour répondre à cette crise inédite et globale du capitalisme (à la fois sanitaire, économique et sociale, sans parler de la crise écologique qui continue), il y a urgence à construire une alternative. D'autant que les échecs du gouvernement préparent une nouvelle montée de l'extrême droite qui n'aura qu'à se saisir des outils juridiques mis en place actuellement pour amplifier la répression et les politiques racistes et antisociales.

L'heure est au regroupement, entre toutes les organisations, les collectifs interprofessionnels (en particulier ceux construits contre la réforme des retraites ou les lois liberticides), pour discuter de comment stopper cette crise et unifier notre camp social, pour reconstruire un rapport de forces favorable au monde du travail. Ce n'est pas avec les prochaines élections que l'on pourra changer la société et combattre l'extrême droite, mais en construisant des mobilisations contre les mesures prises par ce gouvernement, toutes ses attaques réactionnaires, et contre le système qu'il défend. Macron se moquait de nous, disant attendre les « jours heureux ». Ces « jours heureux », nous ne les gagnerons que par une révolte globale et massive contre le capitalisme.

*Le NPA65, Tarbes, Lundi 1er février 2021*